

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 31 mai 2018

Monsieur le Président,

Par deux fois, depuis le début de 2018, les agents de la DGFIP se sont mobilisés, les 22 mars et 22 mai 2018, afin de dénoncer les attaques contre la fonction publique avec le malaise persistant dans l'administration fiscale qui a subi un nombre incessant de saignées mettant en péril les missions et le Service Public.

Malaise au plan national qui se décline au plan local, en Aveyron. Preuve en sont les constatations amenées à être formulées au vu de l'analyse du tableau de veille sociale 2017 : encore et toujours des heures écrêtées, à côté de cela 26 emplois non pourvus en 2017.

De même, le bilan du DUERP fait apparaître un nombre non négligeable de risques psycho-sociaux auxquels il faut apporter une réponse. Ce n'est pas le totem de la dématérialisation des missions qui va par miracle amoindrir les difficultés, encore moins la course à la concentration des services en difficulté en pôles toujours plus nombreux et toujours plus sous-dimensionnés, qui éloignent les agents de leur lieu de résidence et les usagers de leur lieu de contact physique avec l'administration.

Mais cela ne suffit pas, il faut repenser notre organisation et nos missions, supprimer encore des effectifs et brader les missions, dans le cadre de CAP 2022. Pour obtenir la même qualité de service, il y aura les usagers qui peuvent payer la prestation fournie par le privé et ceux qui ne le peuvent pas. D'égalité devant le service public on passe à une logique de prestation mercantile qui exclut ceux qui ont le plus besoin de la solidarité.

Le seul objectif de CAP 2022 est de mener une réflexion permettant d'abandonner au privé des pans entiers de missions remplies jusqu'alors par des fonctionnaires afin de poursuivre la politique de suppressions d'emplois. C'est bien pourquoi le bilan de l'évaluation avec avancement de cadence est bien le dernier ; avec PPCR plus d'avancement accéléré. En outre, bientôt plus de promotions internes (fin du plan de qualification ministériel).

Enfin, heureusement qu'il nous reste encore la possibilité de bénéficier d'une formation professionnelle continue de qualité, dans une administration dont la compétence reconnue repose sur la technicité des personnels, et où la formation professionnelle constitue un investissement.

Oui, mais voilà, **FO-DGFIP** s'interroge : après les modifications apportées à la formation initiale, peut-on encore espérer conserver une formation professionnelle continue : quand on ne trouvera plus de formateurs, quand l'e-formation aura pris le pas sur le présentiel, quand les agents ne pourront plus préparer des concours faute de places disponibles ? Quand les missions correspondantes auront disparu ?

Face à ce contexte peu engageant, **FO -DGFIP** continue d'exiger :

- Le maintien de toutes nos missions et l'attribution des moyens humains et techniques le permettant
- L'amélioration de nos conditions de travail
- Un vrai bilan des réformes et de leur impact sur les conditions de travail et la qualité de service
- L'arrêt des suppressions d'emplois
- La reconnaissance concrète de nos qualifications

Les représentants **F.O.-DGFIP** de l'Aveyron

